

EXCELSIOR

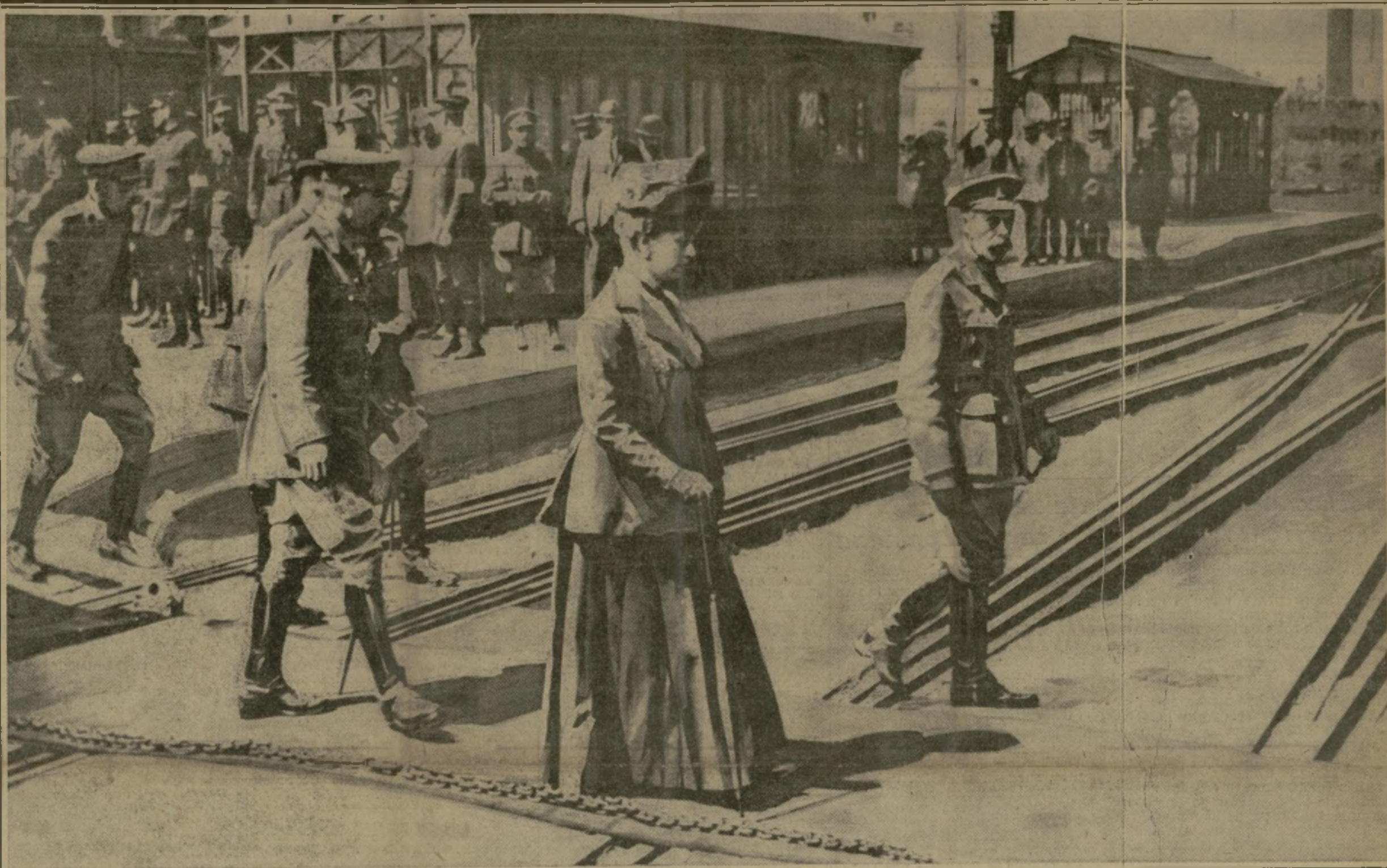
Huitième année. — N° 2.435. — 10 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Jeudi
19
JUILLET
1917

REDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 82.73 - 82.75 - 15.80
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France : 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger : 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, 8° des Italiens. - Tél. : Cent. 88-88
« PIERRE LAFITTE, FONDATEUR »

LES SOUVERAINS ANGLAIS EN TOURNÉE SUR LE FRONT



LE ROI ET LA REINE A LEUR ARRIVÉE EN FRANCE. — COIFFÉ DU CASQUE, LE ROI SE REND AUX TRANCHÉES PRÈS DE WYTSCHAETE

Le roi et la reine d'Angleterre, qu'accompagnait le prince de Galles, viennent de passer plusieurs jours avec les armées britanniques en France. Tandis que la souveraine visitait les hôpitaux, le roi parcourait les tranchées, se rendait à la fameuse crête de Messines,

interrogeant officiers et soldats. Près du bois de Wytschaete, George V faillit être atteint par les éclats d'un obus qui éclata à quatre cents mètres de lui. C'est à cet endroit qu'a été prise notre seconde photo. Le roi est le premier, à droite, et coiffé du casque.

REMANIEMENTS DANS LE CABINET ANGLAIS

Rentrée de M. Winston Churchill. — Sir Herrick Geddes devient premier lord de l'Amirauté. — Sir Ed. Carson entre dans le cabinet de guerre.



SIR E. GEDDES

SIR ED. CARSON

M. W. CHURCHILL

M. ADDISON

LONDRES, 18 juillet. — (Officiel). — Sir Herrick Geddes, qui a organisé les chemins de fer sur le front britannique en France et est actuellement contrôleur de la marine, est nommé premier lord de l'Amirauté en remplacement de sir Edward Carson, qui entre dans le cabinet de la guerre, sans portefeuille. M. Winston Churchill devient ministre des Munitions en remplacement de M. Addison, qui, sans portefeuille, prend la charge de la préparation de la réorganisation nationale en vue de l'après-guerre. M. Montagu remplace M. Chamberlain au secrétariat des Indes.

consacrer tout le temps nécessaire au cabinet de guerre. Les deux autres doivent être attribuées à la création d'un nouveau département ministériel de « reconstruction », c'est-à-dire de préparation à la réorganisation nationale d'après-guerre. La nomination la plus sensationnelle est celle de M. Herrick Geddes comme premier lord de l'Amirauté. M. Herrick Geddes est une des « découvertes » de la guerre. Il s'est fait particulièrement remarquer dans les travaux de construction des chemins de fer en France. Sa carrière est une des plus surprenantes dans l'histoire du gouvernement moderne de l'Angleterre. (Radio.)

[Sir Herrick Geddes est âgé de quarante et un ans. Il est né dans l'Inde de parents écossais. Il est en quelque sorte, si l'on peut dire, le « chevalier » et le « loucheur » d'Angleterre. Il a, en effet, travaillé dans les usines et les chemins de fer d'Amérique. Aux Indes, il a posé des chemins de fer à travers la jungle. Rentré en Angleterre, il est devenu directeur d'une grande compagnie de chemins de fer anglais. M. Lloyd George l'avait nommé directeur des munitions, puis directeur des chemins de fer militaires sur tous les théâtres de la guerre.]

Les échecs allemands sur le front français

Les Allemands ont multiplié en vain les contre-attaques sur les positions que nous leur avons prises à l'ouest de la cote 304. Aussi avouent-ils aujourd'hui que « des deux côtés de la route de Malancourt à Esnes les Français ont pénétré, après un combat acharné, dans les tranchées qui leur avaient été enlevées récemment ». En réalité, l'échec que nous avons infligé à l'ennemi est beaucoup plus grave. Les deux lignes de tranchées que nous avons emportées d'assaut, après avoir regagné le terrain perdu, nous ont permis d'avancer jusqu'au bois Camard et de rectifier complètement notre ligne depuis la pente occidentale de la cote 304 jusqu'au bois d'Avocourt. Notre position dans le voisinage du sommet, qui était très difficile à tenir aussi longtemps que l'ennemi la débordait par l'ouest, se trouve ainsi complètement rétablie et consolidée.

Les Allemands reconnaissent aussi que les troupes britanniques ont réussi à progresser à l'est de Monchy-le-Preux, vers le bois du Vert. Ils signalent par ailleurs que le bombardement est devenu encore plus intense dans les Flandres.

Jean VILLARS.

Bataille acharnée sur la Lomnitsa

Au sud du Dniester, les Russes se maintiennent énergiquement sur la rive droite de la Lomnitsa, dont la crue rapide interdit en ce moment toute tentative de passage. Une attaque de l'ennemi au sud de Kalusz, vers Novitz, après avoir pris pied sur une des hauteurs qui dominent le village, a été rejetée par un brillant retour offensif de nos alliés. Il faut remarquer que les principales défenses de la ville de Lvov, que les Autrichiens appellent Lemberg, se trouvent au nord-est, sur une ligne qui va de Jolkov, sur la route de Vladimir-Volynsk, à Lipitz, sur la Naraiouka. Une attaque par le sud forcerait l'armée Bolshakova à changer de front et à s'organiser hâtivement sur des positions nouvelles. D'où la résistance acharnée de l'ennemi sur la Lomnitsa.

Les Allemands signalent « une recrudescence marquée de l'activité de combat » dans les secteurs de Riga et de Dvinsk. Il semble que leur intention ait été de faire de ce côté une puissante diversion, et que la vigilance de nos alliés les en ait empêchés.

Enfin, toujours d'après eux, la lutte d'artillerie aurait atteint une certaine violence en Moldavie, le long du Sereth et de son affluent la Putna.

LES IDÉES SEPARATISTES METTENT-ELLES EN DANGER L'UNITÉ DE LA RUSSIE ?

La Révolution russe, dans son cours encore si bref, connaît déjà un des périls qu'avait rencontrés la Révolution française : le séparatisme a fait son apparition. L'Ukraine ou Petite-Russie a eu d'abord son organe gouvernemental particulier né par génération spontanée, à peu près comme le Soviet de Pétersbourg. La « Rada » de Kief a pris en peu de temps assez d'importance pour que le gouvernement provisoire soit entré en composition avec elle.

Au contraire de la Convention, qui avait réprimé en France avec la dernière énergie toutes les tendances au fédéralisme, le gouvernement provisoire russe ne montre aucune répugnance à l'idée d'une République fédérale. Un statut particulier a été reconnu à l'Ukraine.

On a vu que plusieurs des membres du gouvernement qui appartiennent au parti cadet se sont retirés, étant en désaccord sur ce point avec leurs collègues. MM. Chingaref, Manouïlov et les autres ministres qui les ont suivis dans leur retraite semblent craindre que l'accord conclu par MM. Terestchenko et Tsereteli avec les représentants ukrainiens ne mette l'unité nationale en danger. Cette crainte n'est partagée ni par les autres libéraux du gouvernement, ni même, croyons-nous, par l'unanimité du parti cadet.

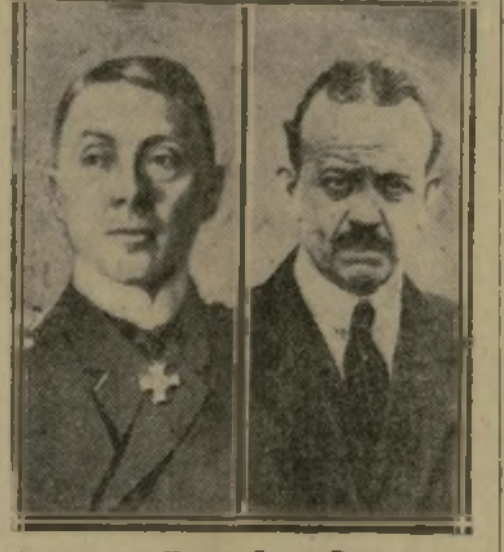
Il convient, en outre, de remarquer que M. Terestchenko est lui-même Ukrainien et M. Tsereteli Géorgien, ce qui les rend tous deux plus particulièrement accessibles aux revendications autonomistes. — J. B.

M. MICHAELIS S'APPRÊTE A BERNER LE REICHSTAG... ET L'ENTENTE, SI POSSIBLE

Le Dr Michaelis n'accepte pas la formule sur la paix des partis moyens. Mais il semble que le Reichstag n'aurait même pas à se prononcer et que le nouveau chancelier, pour ses débuts, se proposerait de noyer la discussion.

D'autres renseignements laisseraient croire qu'un moment étourdi par l'intervention brutale de Hindenburg les hommes de la gauche et ceux du centre qui suivent Erzberger reprendraient leurs esprits et se montreraient disposés à adopter une attitude énergique. En tout cas, ils y sont incités par la presse de gauche.

De son côté, la presse de droite semble craindre que le Dr Michaelis ne se prête à une transaction qui, sous prétexte de désarmer le Reichstag, lui céderait encore trop au gré des conservateurs.



AMIRAL VON HINTZE COMTE BERNSTORFF dont on parle beaucoup comme candidats à la succession de M. Zimmermann aux Affaires étrangères.

Cependant, les rumeurs les plus diverses ne cessent de courir. On prévoit de divers côtés un nouveau coup de théâtre destiné à faire illusion aux pays de l'Entente. Qui pourra tomber dans le piège, alors que le nouveau chancelier est la créature de Hindenburg et du kronprinz ? La tendance profonde du gouvernement impérial s'accuse par ce fait qu'entre les divers candidats dont les noms sont prononcés pour le poste de secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères le comte Bernstorff passe pour le plus modéré. Quand on se rappelle le genre d'activité sans scrupule que ce diplomate a déployée aux Etats-Unis, on est étonné sur l'esprit qui règne en ce moment en Allemagne et qui est celui de la réaction militariste à outrance. — J. B.

BALE, 18 juillet. — Selon les Dernières Nouvelles de Munich du 17, on admettait généralement, hier, dans les milieux parlementaires berlinois, que le docteur Michaelis fera lui-même, jeudi, une déclaration sur la paix ayant les mêmes tendances générales que celle qui est préparée par les partis de gauche. Cela trancherait les difficultés qui ont surgi dans certains partis, surtout dans le centre, au sujet de cette résolution. Le Reichstag n'aurait plus alors qu'à approuver d'une façon ou d'une autre, par un vote, le discours du chancelier.

Par contre, la Gazette de Francfort du 18, sans nier les efforts faits ces derniers jours pour arriver à une solution de ce genre, affirme que les chefs de la majorité sont toujours décidés à faire de leur résolution l'objet d'un vote.

Le Hamburger Echo, organe socialiste, parlant de la fidélité dynastique des socialistes allemands, dit qu'on a déjà répété à satiété que les socialistes allemands, malgré leurs principes démocratiques, ne sont point tout disposés à faire de l'Allemagne une république, surtout sur le modèle français ou américain.

Si l'empereur et ses successeurs restent fidèles aux principes exposés dans le message pascal et dans le dernier rescrit impérial, la monarchie allemande pourra, dans les temps qui viennent, se reposer sur les épaules de millions d'ouvriers, avec au moins autant de confiance et de sécurité que sur les épaules des aristocrates de l'ancienne Prusse.

Les annexionnistes déchanteraient-ils ?...

ROTTERDAM, 18 juillet. — Le nouveau chancelier a eu en même temps que le maréchal Hindenburg et le quartier-maître général Ludendorff de longues conférences chez M. Helfferich avec les socialistes progressistes et les catholiques qui forment la majorité au sujet de leurs déclarations en faveur d'une paix amiable.

La Post dit que Hindenburg et Ludendorff ont demandé que des changements fussent apportés à cette déclaration, mais ces conférences n'aboutiront pas. Une nouvelle conférence eut lieu ensuite avec les annexionnistes Westral, Rosicks, Dietrich, Schmeig, Carolath et Stresemann.

D'après le Lokal Anzeiger, ces messieurs furent cruellement impressionnés par l'exposé qui fit de la situation le nouveau chancelier.

Un vapeur américain coulé par un sous-marin

WASHINGTON, 18 juillet. — Le Département d'Etat annonce que le vapeur américain Grace a été coulé par un sous-marin. Trois hommes de l'équipage ont été tués, dont un Américain ; cinq autres ont été blessés, dont deux atteints de la main américaine.

Tous les survivants ont été débarqués ; les blessés ont été transportés à l'hôpital.

LE VOTE QUE LA CHAMBRE A ÉMIS HIER TRANSFORME NOTRE SYSTÈME D'IMPÔTS

La Chambre vient de se créer un exemple de célérité législative qu'elle pourra opposer désormais au reproche de lenteur qui lui est parfois adressé. En trois séances, en effet, elle a discuté et voté les cinquante-six articles et l'ensemble du projet qui supprime les contributions des patentes, des portes et fenêtres et de la personnel mobilière, établissant par contre un impôt sur les diverses catégories de revenus, c'est-à-dire la réforme la plus considérable qui ait été réalisée jusqu'à ce jour en matière fiscale.

Les six premiers articles, dont nous avons indiqué l'économie, ont été adoptés lundi et mardi, la Chambre abordant hier seulement l'article 7.

Mais elle le fit à bonne allure, sous la vigoureuse impulsion de M. Groussier, qui fait desormais un merveilleux président et déploie au fauleu des qualités à l'acquisition desquelles la pratique des congrès socialistes ne semble pas étrangère.

En quelques minutes, les articles 7 à 13 furent votés. Un instant, le projet parut accroché à l'article 14, qui établit une taxe, indépendante de l'impôt sur les bénéfices, sur les chiffres d'affaires des grands magasins. Mais, les amendements écartés, sans une disposition de M. Ernest Lafont créant une exception en faveur des coopératives, le défilé des articles reprit en vitesse.

— C'est la « machine à fabriquer les lois » qui rouille ! disait M. Charles Bernard émerveillé.

A signaler, toutefois, deux énergiques interventions de M. Brucke et de M. Lersau, en faveur des contribuables exagés des professions libérales. M. Jacques-Louis Duménil, rapporteur, et M. Joseph Thierry, ministre des Finances, donnèrent à leur sujet l'assurance qu'il sera tenu compte, pour l'établissement de leurs bénéfices, des dépenses nécessitées par l'exercice de la profession, et aussi que le secret professionnel sera respecté.

M. Albert Grodet tenta vainement d'obtenir pour les députés la déduction de leurs frais de correspondance, de leurs souscriptions aux œuvres militaires et d'assistance et de leurs frais de mission. Il fut entendu que les parlementaires seraient taxés comme tout le monde.

A sept heures du soir, on arrivait à l'ensemble qui fut adopté par 422 voix contre 1, après un éloquent appel à l'union de M. Jacques-Louis Duménil.

Il serait trop long d'expliquer en détail ici les cinquante articles adoptés hier et dont les textes, soumis à la ratification du Sénat, ne sont pas encore définitifs. Indiquons toutefois que le taux de l'impôt, fixé à 4,50 % pour les bénéfices industriels et commerciaux, sera de 3,75 % pour ceux des exploitations agricoles, pour les traitements, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions, les rentes viagères et les bénéfices des professions non commerciales ou libérales ; il sera porté à 5 % pour les revenus des créances, dépôts et cautionnements.

Des exonérations à la base sont prévues. Leur chiffre sera variable suivant l'importance de la commune habitée par le contribuable ; il y aura aussi des déductions pour charge de famille. Mais ces revenus exonérés et ces déductions seront peu de chose. Il faut surtout retenir ce mot de M. Carlioux :

— Nombre de contribuables qui ne payaient pas d'impôt direct jusqu'ici vont faire connaissance avec le percepteur !

La Chambre discutera cet après-midi la proposition de M. Failliot sur les marchés à livrer passés avant la guerre.

Léopold BLOND.

Les réquisitions civiles

Au début de sa séance d'hier, la Chambre a voté sans débat le projet de loi adopté par le Sénat sur les réquisitions civiles.

Comme l'avait fait la Haute Assemblée, la Chambre a écarté la mobilisation des personnes, ne laissant subsister que la réquisition des choses (produits, matières premières, établissements commerciaux et industriels).

L'article 1^{er} du projet est ainsi conçu :

Pendant la durée de la guerre, pourront être réquisitionnées par l'autorité civile dans les conditions ci-après déterminées :

1^{re} Tous objets nécessaires à l'alimentation, l'habillement, l'éclairage et le chauffage de la population civile ;

2^{de} Toutes matières et tous établissements industriels ou commerciaux servant à la production, la fabrication, la manipulation ou la conservation desdits objets.

Le projet voté par la Chambre devra retourner au Luxembourg.

Le nouveau ministre de la marine italienne



AMIRAL DEL BONO qui, comme nous l'avons dit hier, vient d'être nommé en remplacement de l'amiral Triangi.

Vittel-Grande Source

Goutte - Gravelle - Arthritisme

Le "Soviet" convoque l'Internationale le 15 août à Stockholm

Le groupe du parti socialiste a tenu hier au Palais-Roubron deux importantes réunions auxquelles assistait M. Albert Thomas, ministre de l'Armement.

Ces réunions étaient provoquées par une convocation lancée par le « Soviet » en vue de la réunion à Stockholm, le 15 août, d'un grand congrès socialiste auquel participeraient toutes les sections de l'Internationale.

Après discussion, le groupe a chargé une commission de télégraphier :

1^{re} Aux socialistes russes, membres du « Soviet », actuellement à Londres pour leur demander de reculer la date du congrès et, en tout cas, d'en faire connaître l'ordre du jour ;

2^{de} Au ministre anglais Henderson pour connaître l'attitude des socialistes anglais.

Dans le cas où une entente interviendrait entre les socialistes des divers pays de l'Entente, la commission désignée demanderait à nouveau au gouvernement les passeports nécessaires.

Ajoutons qu'une entrevue aura vraisemblablement lieu à Paris, très prochainement, entre les socialistes français et les membres du « Soviet » qui sont actuellement à Londres.

L'échange des prisonniers

La commission des affaires extérieures a reçu hier une communication de MM. François Arago et Gratien Candar, ses délégués à la commission supérieure des prisonniers de guerre, qui lui ont fait savoir que les sanitaires retenus jusqu'ici en Allemagne vont être rapatriés et que le premier convoi, comprenant environ 700 prisonniers, arrivera en France le 21 juillet.

D'autre part, des pourparlers se poursuivent en vue de l'échange de certaines catégories de prisonniers de guerre.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER

Commerce, Comptabilité, Steno-Dactylo, Langues, etc. Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats.

Notre défense contre la guerre sous-marine

En Méditerranée occidentale, le 15 juillet, un de nos torpilleurs a attaqué à la torpille un sous-marin en deux plongées, puis, le voyant s'immerger, a tenté l'abordage et a lancé des grenades sur la masse phosphorescente encore visible.

Un vapeur sous escorte a été torpillé, le 15 juillet, dans la Méditerranée orientale, par un sous-marin mais n'a pas coulé. Aucune victime.

Le même jour, dans l'Atlantique, un vapeur en convoi a été torpillé mais a pu continuer sa route malgré une voie d'eau.

Le patrouilleur Edouard-Corbier a été torpillé, le 19 juin, par un sous-marin, dans la Méditerranée orientale.

Sont cités à l'ordre de l'armée : l'enseigne de vaisseau Gatto, commandant le bâtiment, et le premier-maître de manœuvre Mazzeas, tués à leur poste, et quatre marins grièvement blessés.

La Légion d'honneur vient d'être décorée à deux héros marins, le lieutenant de vaisseau de Cambourg, commandant le sous-marin Ciroé, et l'enseigne de vaisseau de réserve Dagorne, lieutenant au long cours, pour les motifs suivants :

« De Cambourg, lieutenant de vaisseau, commandant le sous-marin Ciroé, a torpillé avec succès un sous-marin ennemi dans des circonstances difficiles et a soustrait son bâtiment par une habile manœuvre à l'attaque de la grenade de l'avion qui convoyait le sous-marin »

« Enseigne de vaisseau de 1^{re} classe de réserve Louis-Célestin Dagorne : officier d'une énergie et d'un courage surhumains, a soutenu pendant sept jours le moral des survivants d'un bâtiment neutre coulé par un sous-marin ennemi, perdu en plein Océan, à bord d'une frêle embarcation, à plus de 100 milles de toute terre, luttant contre la mer, sans eau douce ; a réussi après les épreuves les plus poignantes à atteindre un voilier neutre où les naufragés ont trouvé les secours nécessaires. »



LES DEUX HÉROS PHOTOGRAPHIÉS AU MINISTÈRE DE LA MARINE. A gauche, le lieutenant de Vaisseau de Cambourg, à droite, se sont rencontrés à Paris le 14 juillet.

LES CONTES D'EXCELSIOR
LA SURENCHÈRE

Par SHERIDAN

L'affiche de la vente portait : « Succession de Mme de M... », et dans une salle surchauffée, dans l'atmosphère épaisse de l'Hôtel des Ventes, la foule se pressait.

Dominant les bavardages des curieux et des oisifs venus là par parisianisme ou par désœuvrement, les voix du crieur et du commissaire-priseur essayaient de se faire entendre :

— Nous mettons en vente une aquarelle... Une étude de femme... Le portrait de Mme de M...

— Aquarelle attribuée au peintre Darblay, mais non signée, glapit le petit expert qui dirigeait la vente. Voyons, y a-t-il amateur à cent cinquante francs ?

— Soixante-quinze ! fit un voix.

Et, tout de suite, Darblay lui-même, dans un coin de la salle, cria son enchère :

— Deux cents !

— On demande à voir ! hurla un marchand.

Le délicat tableautin passa de mains en mains, puis, après inspection :

— Deux cent cinquante !

— Cinq ! fit Darblay.

— Cinq cents ! fit le marchand.

— Cinq ! répéta Darblay.

Du coup, le marchand abandonna, mais un autre amateur offrit six cents francs.

— Cinq ! continua Darblay.

— Six cent cinquante !

— Cinq !

— Mille !

— Cinq ! répétait le peintre inlassablement.

Malgré les encouragements du commissaire-priseur, il n'y eut plus de surenchère :

— Allons, messieurs, vous êtes bien à la vente... On dit mille cinq francs... Le portrait de Mme de M... une délicieuse aquarelle attribuée à Darblay... C'est bien vu... Pas de regrets à mille cinq francs ?... Adjudé !

— Cinquante ! offrit le concurrent.

Mais il était trop tard. Le petit tableau était retombé, et déjà le tableau parvenait à l'aquarelliste en échange des billets qu'il tendait au commissaire.

... Son cadre sous le bras, Darblay quitta la salle. Il avait hâte de sortir, hâte de respirer un air pur au seuil de ce bâtiment aux odeurs douteuses ; mais, cependant, trop las pour marcher bien longtemps, il pénétra dans un café voisin quand il se vit accoster par un homme jeune encore.

— Je vous demande pardon, monsieur, de vous aborder ainsi, mais c'est moi qui, tout à l'heure, ai « poussé » l'aquarelle que vous avez achetée. Je voudrais savoir si vous consentiriez à me la céder...

Instinctivement, Darblay serra le tableau contre lui.

— Je regrette fort, monsieur, mais ce que vous me demandez est impossible... impossible !

Et il allait se lever quand, de nouveau, l'inconnu, d'un geste, le retint :

— Écoutez-moi, monsieur, écoutez-moi ! A tout prix, il me faut ce tableau, et je suis prêt à faire une folie !

— C'est inutile, monsieur, fit sèchement Darblay. J'ai acheté ce tableau, il est à moi ; je le garde.

Mais, suppliait, l'autre insistait encore :

— Nous sommes entre hommes... Je voudrais me confesser à vous...

— Je vous écoute, monsieur...

— Voilà... Une histoire d'amour, hélas ! Je ne sais si vous le savez, mais Mme de M... n'était autre que Mme de Martincourt, cette femme exquise enlevée si jeune encore...

— Je sais, interrompit brusquement le peintre.

— Or, j'aimais cette femme...

Et, baissant la voix :

— Il faut que je tienne au tableau pour vous faire un tel aveu, monsieur, pour violer le secret d'une morte... Cette femme était mon amie.

— Depuis longtemps ? questionna le peintre. Jusqu'à ses derniers jours ?

— Oui ! souffla l'inconnu. Ah ! si vous saviez, monsieur, la délicieuse amie...

Et il parlait, et il parlait.

Mais, la tête entre ses mains, le peintre ne l'écoutait plus. Il revoyait aussi cette femme qu'il avait adorée, il revoyait les heures d'un amour incomparable et, le cœur meurtri, il songeait à toutes les trahisons dont il avait été victime. Ainsi, elle s'était jouée de lui, Elle, l'unique ; Elle, en qui il avait mis tout son bonheur et toute sa vie. Il souffrait, et, au souvenir des trahisons infâmes, il aurait voulu étrangler le complice qui, inlassablement, parlait à son côté.

— Alors, vous comprenez maintenant pourquoi, à n'importe quel prix, il me faut ce tableau !

Darblay allait répondre. Il allait crier la vérité, mais l'accent du bonhomme avait su l'émouvoir. Comme il l'avait aimée aussi, celle-là !

Un instant, le peintre hésita. Mais à quoi bon faire souffrir encore cet inconnu ? Que lui, au moins, puisse respecter à jamais le souvenir de la morte adorée ! Et il refoula une peine infinie.

— Je vous comprends, fit-il doucement. Je n'ai voulu acheter ce tableau que parce qu'il est de moi, Darblay, et que j'ai horreur de voir partir mes œuvres dans le commerce. Mais puisque vous tenez tant à cette aquarelle, puisque je suis sûr maintenant que vous ne la revendrez point... permettez-moi de vous l'offrir.

Et, laissant son œuvre à l'homme abasourdi, il se leva, salua hâtivement et sortit.

... Ce n'est que devant la porte du café qu'il essaya la lame qui avait coulé jusque dans sa moustache.

SHERIDAN.

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LES DÉPUTÉS CATALANS SONT FERMEMENT RÉSOLUS A SE RÉUNIR AUJOURD'HUI

MADRID, 18 juillet. — Plusieurs députés républicains réformistes et quelques parlementaires monarchistes ont quitté Madrid aujourd'hui, se rendant à Barcelone dans l'intention de prendre part à l'assemblée qui sera tenue dans cette ville demain.

Au moment où ils ont pris place dans le rapide, ces parlementaires ont été applaudis par les quelques personnes présentes.

L'A. B. C. publie les déclarations suivantes faites à son envoyé spécial par le général Marina, gouverneur de Barcelone :

— Je suis persuadé que la journée du 19 juillet ne sera marquée par aucun trouble, et que, d'un côté comme de l'autre, il ne sera pas fait preuve de violence.

« Je puis ajouter que, durant ces derniers jours, j'ai reçu de nombreuses visites de hautes personnalités catalanes, qui m'ont dit qu'elles étaient en désaccord avec le caractère du mouvement, et qu'elles désapprouvaient à l'avance la forme qu'il pouvait revêtir. »

Le général Marina a ajouté :

— Il ne m'est possible de formuler que deux affirmations : par la charge que j'occupe je suis naturellement disposé à exécuter les ordres que je recevrai.

« De son côté, l'armée, comme je l'ai fait savoir au gouvernement, n'a pas d'autre désir que d'accomplir son devoir et de réaliser ce que les pouvoirs publics estiment nécessaire pour le salut de la patrie. »

Les secrétaires de M. Lerroux ont été arrêtés

MADRID, 18 juillet. — Le premier secrétaire de M. Lerroux, M. Antonio Aguirre, a été arrêté hier matin à Santiago ; il a été transféré à Madrid où il a été écroué.

M. Larrocha, deuxième secrétaire de M. Lerroux, a été arrêté dans la matinée et mis à la disposition du Parquet.

Le rédacteur en chef du *Parlamentario*, le prêtre Basilio Alvarez, a également été arrêté, ainsi que plusieurs personnes trouvées porteuses de documents suspects.

Les uns et les autres sont accusés de « propagande agressive ».

La Chambre grecque officiellement convoquée

LONDRES, 18 juillet. — Une dépêche d'Athènes annonce que le président de la Chambre grecque a convoqué, hier, par télégramme, tous les députés pour le 25 de ce mois.

L'ordre a été donné par le gouvernement de libérer tous les députés détenus pour des raisons d'ordre politique.

Plus de zeppelins, des aéroplanes !

LAUSANNE, 18 juillet. — Des informations de Constance font connaître qu'on ne construit plus de zeppelins dans les fameux chantiers de feu le comte Zeppelin, à Friedrichshafen.

Les milliers d'ouvriers qui y étaient embauchés sont actuellement employés à la construction d'aéroplanes : un grand nombre d'appareils sont livrés chaque semaine.

Les vols d'essai des nouveaux types d'avions se font la nuit sur le lac de Constance (Radio.)

Procédés de bandits

NEW-YORK, 18 juillet. — On mande de Klamath Falls, dans l'Oregon, que les éleveurs de cette région ont subi des pertes considérables, par suite d'une mortalité extraordinaire de chevaux, bestiaux et moutons qui semblent avoir été empoisonnés.

De nombreuses fermes ont été incendiées par des bandits.

L'autorité a fait procéder à l'arrestation de quarante germanophiles notoire.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — La lutte d'artillerie est devenue assez violente vers la fin de la nuit dans la région à l'ouest et à l'est de Cerny. Nous avons repoussé un coup de main sur nos petits postes au nord de Vienne-le-Château (lisière ouest de l'Argonne) et fait un certain nombre de prisonniers.

SUR LA RIVE GAUCHE DE LA MEUSE, APRES DE VIOLENTS BOMBARDEMENTS, LES ALLEMANDS ONT, A PLUSIEURS REPRISES, LANCÉ DES CONTRE-ATTAQUES SUR LES POSITIONS QUE NOUS AVONS ENLEVÉES HIER DEPUIS LE BOIS D'AVOUCOURT JUSQU'AU PENTE D'EST DE LA COTE 304. TOUS LEURS EFFORTS SE SONT BRISÉS CONTRE LA RÉSISTANCE ÉNERGIQUE DE NOS TROUPES, QUI LEUR ONT INFLIGÉ DE SANGLANTE PÉRIE, SANS CÉDER LA MOINDRE PARCELLE DU TERRAIN CONQUIS.

Un coup de main ennemi vers la tranchée de Calonne n'a donné aucun résultat.

Nuit calme partout ailleurs.

23 HEURES. — Asses grande activité des deux artilleries dans la région Cerny-Hurtelise et dans le secteur en avant de Craonne. Nous avons repoussé ce matin une attaque allemande à l'ouest de la sucrerie de Cerny.

Sur la rive gauche de la Meuse, l'ennemi n'a réagi au cours de la journée, à l'ouest de la cote 304, que par son artillerie.

En forêt de Parroy, rencontres de patrouilles. Nous avons fait des prisonniers.

Rien à signaler sur le reste du front.

Front britannique

13 HEURES. — Une nouvelle opération de détail exécutée la nuit dernière à l'est de Monchy-le-Preux nous a encore valu une avance et un certain nombre de prisonniers.

Des coups de main effectués avec succès cette nuit au nord-est de Oosttaverne et Boosinghe nous ont permis de faire des prisonniers et d'infliger des pertes nombreuses à l'ennemi.

Un raid allemand a été rejeté par nos patrouilles vers Vieltjo.

21 HEURES. — Un coup de main effectué avec succès la nuit dernière, vers Fresnoy, nous a permis de lancer des grenades dans les abris et de faire subir des pertes à l'ennemi.

En raison du temps nuageux, l'activité aérienne a été faible hier jusque dans la soirée. A ce moment se sont engagés un cer-

L'INVITATION DES ORGANISATEURS DE LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM

ZURICH, 18 juillet. — Les comités russe et hollandais-scandinave réunis publieront demain le texte suivant :

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Invitation à la Conférence socialiste internationale de Stockholm, le 15 août et jours suivants

« La guerre dure depuis trois ans et l'on n'aperçoit pas encore l'issue du conflit.

« C'est la préparation de cette solution nécessaire qui a amené le conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd à prendre l'initiative de convoquer, sous la bannière de la Révolution russe, une conférence internationale, les socialistes du monde entier.

« Cette proposition, qui avait été précédée, d'ailleurs, de suggestions analogues émanant de nombreux partis socialistes, a été sanctionnée par le congrès des conseils des députés de toute la Russie. Elle a pour but d'unir toutes les forces du prolétariat international, afin d'obtenir une paix sans annexion ni contributions, et basée sur le droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes.

« Pour mener cette tâche à bonne fin, la délégation des conseils de la Russie s'est assurée la collaboration effective du comité avec ceux d'ici à l'initiative russe et qui avait déjà précisé de nombreuses questions par des conférences séparées avec la plupart des partis socialistes.

« Afin de préparer cette conférence générale, il a été créé un bureau d'organisation composé de délégués du congrès de Russie et du comité hollandais-scandinave.

« Ce bureau a décidé, pour éviter les contestations, de respecter aussi strictement que possible la procédure suivie aux congrès ordinaires de l'Internationale, aussi bien pour les admissions que pour les répartitions de voix.

« La délégation du conseil des députés de toute la Russie et le comité hollandais-scandinave invitent donc à la conférence générale tous les partis affiliés au bureau socialiste international, de même que ceux qui, durant la guerre, se sont rattachés à la commission de Berne, majoritaires aussi bien que minoritaires, ainsi que les groupements d'opposition qui, au cours des derniers événements, se sont constitués en partis distincts.

« Ils invitent également les organisations professionnelles adhérant à l'Internationale syndicale.

La patrouille anglaise a-t-elle violé les eaux territoriales hollandaises ?

LONDRES, 18 juillet. — Deux télégrammes d'Ynouden fournissent de nouveaux détails sur la rencontre qui s'est produite entre une escadrille anglaise et des vapeurs allemands.

Le nombre des bâtiments anglais est estimé à quatorze torpilleurs et contre-torpilleurs ; quant aux vapeurs allemands, ils étaient au nombre de dix-sept divisés en deux groupes.

Enfin, une dépêche d'Amsterdam dit :

« Les bâtiments de guerre hollandais de Neuwoud sont arrivés à toute vitesse sur le lieu de l'attaque, la poursuite des bâtiments allemands ayant eu lieu dans les eaux territoriales hollandaises.

« Un télégramme officiel annonce qu'il n'est pas certain que l'attaque se soit produite dans les eaux territoriales.

« Un témoin affirme que l'attaque a eu lieu au moins à 6.500 mètres de la côte. »

De son côté, l'*Hundtsblad*, dans son édition d'hier, déclare que les Anglais ont violé les eaux territoriales et, circonstance aggravante, dit-il, ils n'ont pas hésité à le faire en exposant les habitants du pays aux dangers d'un bombardement.

« Notre gouvernement, conclut le journal hollandais, ne manquera pas de protester. »

Un télégramme de M. Kerensky à M. Painlevé

M. Painlevé, ministre de la Guerre, a reçu de M. Kerensky, ministre de la Guerre de Russie, le télégramme suivant :

PETROGRAD, 17 juillet. — Au nom de l'armée révolutionnaire russe, je remercie l'armée française pour les sentiments dont votre télégramme est l'interprète.

Les soldats russes, combattant au nom des principes de paix et de justice internationale, proclamés par la révolution russe, croient fermement que le but final de la démocratie russe est en même temps le but de la démocratie française et de toutes les démocraties du monde.

KEBENSKY.

La carte de charbon

C'est aujourd'hui que le Conseil municipal examinera le projet adopté par sa deuxième commission relatif à l'établissement d'une carte de charbon.

Il envisagera en même temps quelles améliorations pourraient être apportées dans le service des distributions gratuites.

LE GOUVERNEMENT RUSSE D'ACCORD AVEC LE SOVIET RÉPRIMERAIT TOUT DÉSORDRE

PETROGRAD, 18 juillet. — La crise ministérielle et les bruits de dissolution, par M. Kerensky, de certains régiments ont servi de prétexte à des éléments maximalistes pour chercher à provoquer l'agitation, notamment parmi certains corps de la garnison aux tendances déjà avancées.

C'est ainsi qu'avant-hier, dans la soirée, ont eu lieu des manifestations qui paraissent avoir été organisées par les maximalistes.

Ces manifestations ont été nettement désavouées par le comité du Conseil des délégués des ouvriers et soldats et par le comité du Congrès des paysans, qui, d'un commun accord, ont fait placarder l'appel suivant aux soldats et ouvriers :

Des inconnus, contrairement à la volonté nettement exprimée par tout le monde, sans exception le parti socialiste, vous appellent à sortir en armes dans les rues. Par ce moyen, on vous invite à protester contre la dissolution des régiments qui se sont déshonorés sur le front par la violation criminelle de leur devoir envers la révolution.

Nous, délégués de la démocratie révolutionnaire de toute la Russie, vous déclarons que la dissolution de ces régiments s'est faite sur la demande des organisations de l'armée du front et sur l'ordre du camarade ministre de la Guerre Kerensky, que vous avez élu.

Toute action tendant à la défense des régiments dissous est une action contre nos frères qui versent leur sang sur le front.

Nous rappelons à nos camarades soldats qu'aucune unité militaire n'a le droit de sortir, les armes à la main, sans l'ordre du commandant en chef, qui agit en plein accord avec nous.

Tous ceux qui transgresseront cet ordre en ces jours angoureux que traverse la Russie seront déclarés traîtres et ennemis de la révolution.

Toutes les mesures dont nous pouvons user seront prises pour faire respecter cet ordre.

PETROGRAD, 18 juillet. — Le général Polovtsov, gouverneur militaire de Petrograde, a publié l'ordre du jour suivant :

En exécution d'un ordre du gouvernement provisoire de débarrasser Petrograde des gens qui, les armes en main, troubler l'ordre public et menacent la sécurité matérielle des citoyens, j'invite les habitants à ne pas quitter leurs domiciles sans besoins urgents, à fermer les portes cochères, à empêcher les inconnus de pénétrer dans leurs maisons.

En même temps, j'ordonne aux troupes de procéder aussitôt au rétablissement de l'ordre. — (Havas.)

Les troubles de Lisbonne

Nous reproduisons sous réserve le télégramme suivant :

LISBONNE, 18 juillet. — L'ordre est rétabli à Lisbonne, mais le gouvernement s'attend à une recrudescence de l'agitation révolutionnaire qui déterminera la proclamation de l'état de siège et les mesures énergiques prises par le cabinet Costa à la suite des événements du 12 juillet.

Nous sommes en présence d'un grave mouvement ouvrier provoqué par la famine et le mécontentement général qui règne dans le pays.

Le 13, dans l'après-midi, une députation d'ouvriers de la Fédération de la construction civile se rendit au ministère du Travail dans le but de présenter aux ministres les réclamations de la classe ouvrière. Cette commission était suivie de près de 10.000 ouvriers qui traversèrent les rues de la ville sans se livrer à aucune sorte de manifestation.

Après l'entrevue des délégués avec le ministre, les ouvriers retournèrent au siège de leur association où ils se proposaient de discuter la réponse du gouvernement. Peu de minutes après, d'importantes forces de cavalerie et d'infanterie de la Garde républicaine entouraient l'édifice et y pénétraient dans le propos d'arrêter les ouvriers qui s'y trouvaient réunis. Ceux-ci résistèrent énergiquement et une véritable bataille s'ensuivit. Les troupes ayant tiré plusieurs salves, les ouvriers ripostèrent en jetant de nombreuses bombes. Mais la résistance fut bientôt brisée et près de 1.000 ouvriers furent arrêtés et enfermés à bord des navires de guerre et dans les forteresses principales de la ville.

Le gouvernement proclama l'état de siège, ce qui lui permit de faire de nombreuses perquisitions et d'opérer cinq cents nouvelles arrestations d'individus appartenant aux milieux syndicalistes.

De forts contingents de troupes continuent d'arriver à Lisbonne pour renforcer la garnison. La ville est déserte et dans des rues importantes telles que le Chiado, Calhariz, etc., les vitres de la plupart des maisons ont été brisées par les balles et les éclats de bombes.

Le Parlement s'est réuni pour discuter les événements. Le ministre Costa a été violemment invectivé par l'opposition, qui réclame sa démission. La crise est virtuellement déclarée.

Il y a une trentaine de morts. Le nombre des blessés n'est pas encore connu. Les arrestations continuent (*Agence Fast*.)

Le secret pour vendre mieux et meilleur marché est d'avoir acheté avant la hausse et de ne pas spéculer.

« Tommy », bottier, vous en donne l'exemple. Cinq et dix francs meilleur marché que n'importe où ! 1, rue de Provence, 23, rue des Martyrs et St. passage Brady.

LE PAVILLON BLEU
SAINT-CLOUD
est toujours le restaurant recherché par le monde élégant
CUISSINE RÉPUTÉE. — Téléphone 23

La documentation sur la guerre, la plus complète et la plus exacte, est fournie par la collection d'« Excelsior ». Demander conditions spéciales à nos bureaux.

